



PREFECTURE DES BOUCHES DU RHONE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

Marseille le 26 janvier 2009

**BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Dossier suivi par : Monsieur MANES
Tél : 04.91.15.64.65.

ARRÊTÉ n° 2009-34 C

**mettant en demeure la société CARRIERES GONTERO
de régulariser la situation administrative de la carrière sise
au lieu-dit « Boutier »
sur le territoire des communes de Martigues et Châteauneuf les Martigues**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR
PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code l'Environnement et notamment les Livres II et V et l'article 514-2 ;

Vu le Code Minier et notamment les articles 105 et suivants ;

Vu le décret n° 80-331 portant réglementation des industries extractives ;

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière ;

Vu la circulaire du 10 mai 1983 relative au cas des établissements nécessitant une régularisation administrative ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-392 C du 24 octobre 2008 approuvant le Schéma départemental des Carrières des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral N°1-1976 A du 19/02/1979 autorisant la société GONTERO à exploiter un atelier de concassage, criblage et broyage à Martigues ;

Vu l'arrêté préfectoral n°81-2 autorisant la société Carrières GONTERO à poursuivre

l'exploitation de la carrière sise sur le territoire des communes de Martigues et Châteauneuf-les-Martigues ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°98-443C relatif à l'autorisation accordée à la société Carrières GONTERO pour exploiter une carrière de calcaire sise sur le territoire des communes de Martigues et Châteauneuf-les-Martigues, lieu-dit « Boutier » ainsi qu'une installation de concassage, broyage et criblage,

Vu la demande en date du 20 mai 2005 par laquelle Madame Marie-Thérèse AUBRIEUX-GONTERO gérante de la société Carrières GONTERO, dont le siège social est 2, Boulevard Herriot, BP n°30 – 13691 MARTIGUES Cedex, sollicite le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière des Boutiers pour une durée de trente ans, l'autorisation d'augmenter la puissance des installations de traitement des matériaux de la carrière et l'autorisation de mettre en service une unité de traitement mobile complémentaire destinée au traitement des matériaux inertes issus des chantiers du BTP,

Vu le dossier n° 2005-334 de mai 2005 annexé à la demande précitée et notamment l'étude d'impact et de dangers,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-22 C du 12 janvier 2006 autorisant la société Carrières GONTERO à poursuivre l'exploitation de la carrière sise sur le territoire des communes de Martigues et Châteauneuf-les-Martigues, lieu-dit « Boutier » avec installations de traitement des matériaux extraits et exploitation d'un centre de stockage de matériaux inertes ;

Vu le jugement, en date du 4 décembre 2008, par lequel le tribunal administratif de Marseille a prononcé l'annulation de l'arrêté préfectoral n° 2005-22 C du 12 janvier 2006 ;

Vu le constat de l'exploitation du site effectuée par l'Inspection des Installations Classées le 12 janvier 2009 ;

Vu le courrier en date du 23/12/2009 de la société CARRIERES GONTERO explicitant les motifs d'impossibilité d'arrêt de l'exploitation de la carrière lieu-dit « Boutier » sur le territoire des communes de Martigues et Châteauneuf-les-Martigues ; et décrivant les mesures de sécurité particulières prises pour l'accès à la carrière via l'avenue Emile Miguet ;

Vu l'arrêté préfectoral n°153-2006A du 22 novembre 2006 imposant des prescriptions complémentaires relatives à la maîtrise des risques associées à l'avenue Emile Miguet traversant la raffinerie de Provence à la société TOTAL France située à Châteauneuf les Martigues ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 janvier 2009

Considérant qu'en application des dispositions combinées de l'article L. 514-2 du Code de l'Environnement et de la jurisprudence du Conseil d'Etat, le préfet peut, en cas d'annulation d'un arrêté d'autorisation d'exploiter une installation, mettre en demeure l'exploitant de régulariser et, conformément aux recommandations de la Haute Juridiction, délivrer parallèlement une autorisation d'exploiter à titre provisoire pour le motif d'intérêt général tiré des graves conséquences d'ordre économique ou social qui résulteraient de l'interruption de fonctionnement de l'installation exploitée ;

Considérant que l'exploitation de la carrière du Boutier est génératrice de nombreux emplois directs et indirects, et que le maintien de l'activité de cette carrière est nécessaire à la préservation de l'emploi local ;

Considérant la qualité remarquable du gisement, inscrit dans le schéma départemental des carrières,

Considérant que la carrière alimente en matériaux de haute qualité une importante cimenterie, plusieurs centrales à bétons, une centrale à graves traitées et d'enrobés et de nombreux chantiers locaux d'importance, qu' elle fournit à elle seule plus de 18% de la production globale du département et que l'arrêt d'exploitation même temporaire aurait de graves conséquences sur l'activité économique locale et régionale,

Considérant que des mesures particulières relative à la maîtrise des risques de l'avenue Emile Miguet ont été prises par les sociétés CARRIERES GONTERO d'une part et TOTAL Raffinage Marketing d'autre part,

Considérant que dès lors, le maintien à titre provisoire de l'exploitation de la carrière du Boutier n'a pas pour effet de remettre en cause l'équilibre entre les intérêts publics, en matière sociale et économique d'une part et de limitation des risques et de protection de l'environnement d'autre part ;

Considérant que l'exploitation de ladite carrière depuis plus 75 ans, n'a révélé aucun dommage important pour l'environnement et que les dangers et inconvénients engendrés par l'exploitation de la carrière du Boutier, au regard des intérêts visés par les articles L211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, sont identifiés, prévenus et maîtrisés par les mesures mises en place et envisagées par l'exploitant ainsi que par les prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société CARRIERES GONTERO, dont le siège social est situé 2, Boulevard Herriot, BP n°30 – 13691 MARTIGUES Cedex, est tenue de régulariser la situation administrative de l'exploitation de la carrière sise au lieu dit « Boutier » sur le territoire des communes de Martigues et de Châteauneuf les Martigues en déposant une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter.

Le dossier correspondant devra être déposé au plus tard sous **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

En l'attente de la fin de la procédure d'instruction de cette nouvelle demande, l'exploitation de la carrière et des installations connexes (notamment les installations de traitement des matériaux, la station de transit et l'installation de stockage des déchets inertes) pourront perdurer sous réserve de l'application stricte des prescriptions annexées au présent arrêté.

Le présent arrêté ne préjugeant pas de l'aboutissement de la dite procédure, la remise en état du site devra le cas échéant intervenir au plus tard 6 mois après la notification du rejet éventuel de l'autorisation sollicitée.

ARTICLE 2 :

A défaut, par la société CARRIERES GONTERO, du respect du délai ci-dessus ainsi que des

prescriptions techniques ci-annexées, il pourra être fait application à son encontre des sanctions administratives prévues aux articles 514-1 à 514-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 :

Un exemplaire du présent arrêté devra être tenu sur le site de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairies de Martigues et Châteauneuf les Martigues et pourra y être consultée.

Une copie de cet arrêté sera également adressé aux communes d'Ensues la Redonne, Sausset les Pins et Carry le Rouet.

Cet arrêté sera affiché de façon visible sur le site de la carrière.

Enfin, un avis sera publié, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 4 :


Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,

Et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à l'exploitant.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Didier MARTIN

ANNEXE : Prescriptions techniques provisoires pour l'exploitation de la carrière du Boutier et des installations connexes

Article 1 : Niveau d'activité

Le niveau d'activité respecte :

- ✓ Production annuelle maximale : 980 000 t
- ✓ Production annuelle moyenne : 850 000 t (Calculée sur cinq années glissantes)

Article 2 : Localisation et surface

2.1 Carrière :

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Parcelles		Commune	Superficie (m ²)
Numéro	Section		
111	EK	Martigues	5 600
126	EK	Martigues	142 550
127	EK	Martigues	92 720
98	EK	Martigues	2 556
99	EK	Martigues	52 440
100	EK	Martigues	1 425
101	EK	Martigues	24 420
27	D	Châteauneuf les Martigues	7 370
28	D	Châteauneuf les Martigues	117 310
475 (partie)	D	Châteauneuf les Martigues	56 500
78 (en partie)	D	Châteauneuf les Martigues	76 900

Toute activité sur la partie de parcelle D78 ou ont été recensées des espèces protégées est interdite.

2.2 Autres installations

Les installations de traitements fixes sont situées sur la parcelle n° 126 Section EK de la commune de Martigues.

Le groupe mobile sera déplacé à l'intérieur du périmètre autorisé pour suivre l'évolution du chantier de valorisation des matériaux inertes issus du BTP.

Article 3 :

Les installations doivent être conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du

22 septembre 1994 modifié par l'arrêté du 24 janvier 2001 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, qui leurs sont applicables.

De plus, elles doivent respecter :

- le code minier (article 107 pour ce qui concerne la sécurité, la salubrité du personnel et la police) et notamment le décret de police n° 80-330 du 7 mai 1980, le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives, le décret n° 73-404 du 26 mars 1973 portant réglementation de la sécurité des convoyeurs dans les mines et les carrières, le décret n° 55-318 du 22 mars 1955 portant réglementation de la sécurité des silos et trémies dans les carrières, le décret n° 90-153 du 16 février 1990 portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs,
- les dispositions particulières ci-après en notant que, sauf mention particulière, les articles de l'arrêté ministériel (AM) cités dans le présent arrêté sont ceux de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié cité ci-dessus.

3.1 Modalités d'extraction et substances autorisées :

L'exploitation de la carrière doit respecter les modalités décrites ci-après :

- ▶ ☐ respect des modalités générales prévues au dossier de demande d'autorisation n° 2005-334 de mai 2005 établi pour le pétitionnaire par le bureau d'étude C.E.M. dirigé par M. Patrick MANN, avec l'assistance d'AIRCEC, Association Industrielle de Recherche et de Conseil en Environnement des Carrières,
- ▶ ☐ exploitation à sec, abattage des matériaux par tirs de mines et transport jusqu'aux installations de premier traitement par tombereaux après reprise au chargeur ou à la pelle mécanique,
- ▶ ☐ hauteur des fronts de taille limitée à 15 mètres,
- ▶ ☐ largeur des banquettes d'exploitation au moins égale à 15 mètres,
- ▶ ☐ les fronts d'exploitation sont orientés Nord – Sud pour limiter le risque de glissement des bancs lié à la stratification du gisement,
- ▶ ☐ réaménagement conduit conformément aux plans de phasage d'exploitation et de remise en état coordonnée, annexés au dossier de demande d'autorisation n° 2005-334 de mai 2005

3.2 Aménagements généraux – Bornage :

En plus des dispositions des articles 4 et 5 de l'arrêté ministériel du 22/09/94, l'exploitant met en place une borne de nivellement, positionnée par géomètre DPLG, pour matérialiser, en rapport avec le plan d'exploitation prévu, une ou plusieurs côtes NGF (par exemple la côte + 125 m NGF) disposée(s) de manière à être largement visible(s).

Le bornage du périmètre d'exploitation autorisé est matérialisé par une clôture.

Des pancartes facilement visibles signalant l'exploitation, les dangers associés et donc l'accès interdit au public, sont disposées en limite du secteur autorisé.

Les dispositions ci-dessus sont effectives dès le début de l'exploitation.

3.3 Accès et sortie de la carrière – Circulation des engins et camions

3.3.1. Généralités

En plus des dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 22/09/94, l'exploitant prend toutes dispositions pour éviter que les véhicules sortant de la carrière soient à l'origine d'envols de poussières et de dépôts boueux sur les voies de circulation publique.

Les vitesses et règles de circulation réglementaires dans l'enceinte de la carrière sont respectées.

L'exploitant veille en permanence à :

- l'entretien et au bon état des matériels fixes et roulants,
- au dimensionnement et à la qualité du revêtement des pistes,
- à la signalisation des points dangereux aux abords des intersections, virages, postes de bennage, convoyeurs, cribles, concasseurs ...
- à la formation et à l'information des agents œuvrant sur la carrière...

Un plan de circulation des engins et véhicules est établi puis régulièrement actualisé en fonction de l'avancement de l'exploitation et mis à la disposition des agents intervenant sur les carrières afin d'assurer le transport des matériaux dans les meilleures conditions. Ce plan privilégie la limitation des aires et voies de circulation.

Les zones de stationnement et de passage des véhicules et engins sont réglementées comme les pistes.

L'accès de la carrière est contrôlé durant les heures d'activité. L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

Un portique adapté permet l'humidification des matériaux dans les bennes des camions avant qu'ils empruntent la voie publique.

3.3.2 Accès au réseau routier

L'accès au réseau routier se fait par l'avenue Emile Miguet qui traverse la Raffinerie de Provence du Groupe TOTAL. Cet accès est réglementé par des mesures destinées à :

- *garantir la sécurité des installations de la raffinerie*
- *garantir la sécurité des véhicules empruntant cette avenue en cas d'incident ou accident survenu sur la raffinerie*

Le transport d'explosifs sur l'avenue Emile Miguet est limité aux seuls produits explosifs nécessaires à l'amorçage des explosifs fabriqués sur site (UMFE).

L'exploitant prend toutes les dispositions pour que les différents intervenants de la carrière (personnel de carrière, clients, transporteurs, entreprises extérieures) soient informés et formés sur le respect des mesures précitées. Tout incident sur l'avenue Emile Miguet, lié à l'activité de la carrière, doit être signalé sans délai à l'exploitant de la Raffinerie de Provence et à l'inspection des installations classées

D'autre part, l'exploitant participe aux réflexions en collaboration avec l'exploitant de la raffinerie de Provence pour la définition et à la création d'une nouvelle voie d'accès permettant la desserte de la carrière en évitant l'emprunt de l'Avenue Emile Miguet.

3.4. Pistes et postes de bennage

3.4.1. Aménagements des pistes

Des merlons de protection sont implantés en tant que de besoin en bordure des pistes existantes, côté du vide, ils sont constitués de matériaux stables permettant le maintien de l'assise du merlon.

3.4.2. Aménagement des postes de bennage

Les postes de bennage sont aménagés avec :

- un butoir solidement ancré dans le massif rocheux ; la hauteur est au minimum égale à la moitié du diamètre des plus grandes roues,
- une contre-pente de 5% dont la longueur est supérieure à l'empattement du plus long véhicule,
- un système d'avertissement signalant l'autorisation ou l'interdiction de benner.

En l'absence des aménagements décrits ci-dessus, le bennage en direction du vide est interdit. Dans ce cas, les matériaux sont systématiquement repris par un engin et poussés.

Un merlon d'une hauteur suffisante pour garantir l'arrêt de tout engin lors du recul pour déchargement est laissé à au moins 2 m de la crête de la bute.

ARTICLE 4 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

4.1. Profondeur d'extraction

La profondeur maximale d'exploitation est limitée à la côte + 80 NGF.

4.2. Terres de découverte

Les terres de découverte sont préservées pour être réutilisées lors de la remise en état des espaces exploités pour faciliter la revégétalisation.

4.3. Eaux superficielles

Les eaux de ruissellement superficielles, interceptées par la zone d'extraction sont dirigées vers des bassins de décantation/infiltration suffisamment dimensionnés pour retenir la totalité des eaux de l'orage décennal (130 mm/12h).

Au nombre de six, ces bassins sont disposés conformément à la planche 34 du document 4 : illustrations du dossier visé à l'article 3.1 ci-dessus, de manière à éviter tout rejet vers l'extérieur.

- ▶ ☐ **Le bassin n° 1** : actuellement constitué par le « canyon » situé à la cote + 110 m NGF. Il collecte les eaux interceptées par la zone d'exploitation. Ce bassin sera reconstitué au fur et à mesure de l'approfondissement du carreau d'exploitation.
- ▶ ☐ **Le bassin n° 2** : situé en bordure de la plate-forme des stocks à la cote +74 m NGF.
- ▶ ☐ **Le bassin n° 3** : en contrebas du précédent, le complète.
- ▶ ☐ **Le bassin n° 4** : sur la plate-forme des installations assure la collecte des eaux de ruissellement de la partie basse de la piste principale. (cote + 55m NGF).
- ▶ ☐ **Le bassin n° 5** : stocke les eaux de ruissellement de la plate-forme des installations. (cote +55m NGF).
- ▶ ☐ **Le bassin n° 6** : situé à l'entrée du site, il recueille les dernières eaux de ruissellement du site.

4.4. Vestiges archéologiques

Toute découverte d'intérêt archéologique est immédiatement signalée au maire de la commune sur laquelle elle a été faite.

4.5. Remise en état

4.5.1. Généralités

En plus des dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté ministériel, l'exploitant respecte les dispositions ci-après :

- ▶ ☐ Les travaux de remise en état des terrains sont effectués progressivement dès que l'avancement de l'exploitation le permet, conformément au phasage décrit dans les plans d'exploitation de la carrière ; planches 8 à 12 du document 4 : illustrations du dossier de demande visé à l'article 1 ci-dessus.
- ▶ ☐ Les travaux de réaménagement des anciens fronts Ouest sont engagés conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation afin de réduire l'impact visuel de cette carrière.
- ▶ ☐ Les modalités générales prévues au chapitre : remise en état du document n° 3 : étude d'impact du dossier visé à l'article 3.1, seront respectées.

- ▢ De manière générale, les fronts à remettre en état seront modelés, le pied taluté avec des stériles dans les zones où il convient de casser la monotonie des lignes rectilignes, une couverture de terre végétale sera régalée sur les talus et parties de banquettes restantes pour ensemencement puis plantation (strates arbustives, strates arborescentes).

4.5. Apport de matériaux extérieurs inertes

En application de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel, l'apport de matériaux extérieurs inertes est autorisé dans les conditions fixées au point 4.3 « Recyclage des déchets inertes du BTP » du document 2 : « Demande d'autorisation du dossier » visé à l'article 3.1 ci-dessus.

Ces matériaux en provenance des chantiers du BTP, sont valorisés au mieux par recyclage après traitement dans une unité mobile. Seule la fraction non réutilisable est déposée à demeure ou utilisée pour les opérations de réaménagement.

La directive relative à la mise en décharge n° 1999/31/CE du 26 avril 1999 (JOCE n° L182/1 du 16 juillet 1999) définit les déchets inertes comme des « *déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne produisent aucune autre réaction chimique ou physique, et ne sont pas biodégradables. Ils n'ont aucun effet dommageable sur d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.* »

La production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines ».

En plus, des dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel :

- afin d'éviter toute opération de tri sur le site, les matériaux apportés doivent satisfaire, dès leur expédition, aux conditions d'admissibilité susvisées,
- un contrôle régulier de ces matériaux, au regard des dispositions du présent arrêté lors du déchargement, est réalisé par l'exploitant,
- la carrière doit être équipée d'une benne à déchets,
- le remblayage s'effectue par couches d'environ 1m d'épaisseur avec tassement intermédiaire afin de garantir une certaine stabilité des remblais.

4.7. Registres et plans

En plus des dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel, l'exploitant doit communiquer chaque année à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, pour le 31 mars au plus tard :

- ✓ le plan visé à ce même article mis à jour,
- ✓ un rapport sur les travaux effectués et la production obtenue au cours de l'année écoulée, sur les réaménagements réalisés et les prévisions de réaménagement de l'année en cours au regard des mesures prescrites et les dispositions contenues dans l'étude d'impact de mai 2005 sur les mises en stocks d'inertes, sur les résultats du suivi environnemental, ainsi que toutes remarques pertinentes sur la carrière et son exploitation (incident, accident).

4.8. Sécurité du public

Une clôture ceinture l'ensemble de la zone en exploitation et des installations. Les zones naturelles considérées comme inaccessibles (barres rocheuses, etc...) ne sont pas concernées par cette prescription.

Cette clôture peut être constituée de deux fils. Dans ce cas, elle est jalonnée tous les 50 mètres environ de panneaux signalant le danger et interdisant l'accès au site.

ARTICLE 5 - PREVENTION DES POLLUTIONS

5.1. Pollution de l'eau et des sols

5.1.1. Prélèvement et consommation d'eau

La carrière n'étant pas raccordée à un réseau communal d'eau potable, l'alimentation en eau est assurée par un prélèvement en nappe d'une capacité de 18 m³/h.

La ressource en eau sanitaire étant assurée par un forage en nappe, l'ouvrage doit être protégé contre tout risque de contamination, notamment par :

- la couverture de l'orifice,
- l'étanchéité de la paroi dans la partie non captante,
- l'étanchéité du sol sur un rayon de 2 m au minimum autour de l'ouvrage.

L'ouvrage de prélèvement est équipé d'un dispositif de disconnexion et d'un compteur totalisateur relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre, éventuellement informatisé.

Les prélèvements d'eau en nappe par forage dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine en eau feront l'objet, avant leur mise en service, d'une autorisation au titre du Code de la Santé Publique (article R 1321 et suivants).

La potabilité de l'eau est vérifiée au moins une fois par an, par les soins d'un laboratoire indépendant compétent. Les résultats sont transmis à la DDASS et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les rejets directs dans la nappe phréatique sont interdits.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la

pollution des nappes souterraines.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

De l'eau en bouteilles est mise à la disposition des opérateurs de la carrière et des installations connexes.

5.1.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

5.1.3. Eaux vannes

Les dispositifs d'assainissement non collectifs doivent respecter les règlements et prescriptions techniques en vigueur . La conformité de ces dispositifs doit être soumise aux services municipaux pour examen et validation.

Les dispositifs de rétention sont régulièrement curés et nettoyés. Les produits récupérés sont évacués comme des déchets dans des filières autorisées.

5.1.4. Pollutions accidentelles

En plus des dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté ministériel, afin de limiter les risques de pollution accidentelle, l'exploitant se conforme aux prescriptions suivantes :

- les engins de chantier sont régulièrement vérifiés,
- le stationnement des engins et véhicules sur le site d'extraction est strictement limité à la durée normale des opérations d'exploitation, à l'exception du matériel de foration.

5.1.5. Entretien et ravitaillement des engins et véhicules

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier et des véhicules doivent être effectués sur une aire étanche entourée d'un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux et des liquides résiduels.

5.2. Pollution de l'air

5.2.1. Carrière

En plus des dispositions de l'article 19 de l'arrêté ministériel, afin de limiter les envols de poussières, l'exploitant se conforme aux prescriptions suivantes :

- les pistes fixes sont revêtues d'un enrobé bitumineux ou équivalent, propre à limiter les envols de poussières, elles sont nettoyées très régulièrement (raclage, aspiration, balayage, arrosage...), les boues résultantes sont dirigées vers les fossés latéraux. Les pistes fixes sont définies en accord avec l'Inspection des Installations Classées ; elles sont équipées d'un système d'arrosage fixe efficace,
- les zones de roulage non revêtues d'un enrobé bitumineux (voies de circulation, carreau de la carrière), sont humidifiées autant que nécessaire au moyen d'une arroseuse mobile, notamment lors d'épisodes venteux,
- l'exploitant dispose du débit d'eau permettant le respect de ces prescriptions,
- la vitesse des engins est limitée à 30 km/h,
- les engins de foration sont équipés d'un dispositif de récupération des poussières efficace (filtre à manche) régulièrement entretenu,
- en application de l'article 19.II de l'arrêté ministériel, des contrôles annuels déterminent les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses canalisées (installation de traitement des matériaux). Ces contrôles sont effectués selon les méthodes normalisées par un organisme agréé ; le résultat est transmis à l'Inspection des Installations Classées.
- en application de l'article 19.III de l'arrêté ministériel, un réseau de mesure des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place dès notifications du présent arrêté. Il comporte 5 points de mesures disposés en limite du périmètre autorisé tel que prévu au point 3.3.2.1. du document n° 3 : étude d'impact du dossier visé à l'article 3.1

La méthode utilisée est celle des plaquettes de dépôts. Les mesures sont effectuées tous les mois par un organisme tiers compétent selon la norme NFX 43007.

Les résultats sont transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées. Un bilan annuel est annexé au rapport prévu au point 4.7 ci-dessus ; il comporte une analyse historique des évolutions et le plan de progrès éventuel.

5.2.2. Installations

Les principales zones de circulation et les abords de l'installation secondaire sont traités en enrobés.

La plate-forme d'accès aux trémies de chargement et toutes les voies de roulage de ce secteur depuis les locaux du pont-bascule sont goudronnées.

Les chargements des camions transportant des matériaux fins sont humidifiés avant de sortir du site au moyen du portique d'arrosage visé au point 3.3.1. ci-dessus.

Les points de jetée des convoyeurs susceptibles d'être à l'origine d'émissions de poussières sont munis de dispositifs de brumisation d'eau.

Les installations sont bardées, ce qui réduit également les nuisances sonores et les transporteurs à bande capotés.

Les trémies de chargement des camions en sables sont équipées de manches afin de réduire les émissions de poussières.

5.3. Protection incendie

En accord avec les Services d'Incendie et de Secours, il est prévu des équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces équipements sont constamment maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés au moins une fois par an.

Une réserve d'eau de 200 m³ est maintenue opérationnelle à la cote + 170m NGF. Les pistes d'accès au site d'extraction sont maintenues en état pour permettre l'intervention des véhicules de secours à personnes.

Les engins et véhicules utilisés sur le site sont équipés d'extincteurs adaptés.
Les accès au site par le massif boisé sont équipés de barrières DFCI.

5.4. Protection contre la foudre

Conformément à l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, les installations métalliques sont équipées de protection contre les risques de la foudre.

5.5. Prévention des nuisances sonores

En plus des dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel et en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement modifié, les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété sont fixés au tableau ci-après en dB(A) :

Périodes	Jour (7 h à 22 h) Sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22 h à 7 h) Ainsi que les dimanches et jours fériés
Niveau de bruit	60	50

De plus, les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

En application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité, un contrôle des niveaux sonores est réalisé tous les trois ans, par un organisme compétent tel que prévu au point 3.1.1.2 « Mesures supplémentaires » de l'étude d'impact : le bruit en limite de propriété sur les points 1 à 3 ; l'émergence au droit des points 1' à 3'.

5.6. Vibrations – Tirs de mines

5.6.1. Vitesses particulières

En plus des dispositions de l'article 11.4 de l'arrêté ministériel, l'exploitant adopte des plans de tir et des techniques de tirs de mines susceptibles d'apporter le moins de gêne possible pour le voisinage (réduction des fréquences des tirs, des charges unitaires d'explosifs, emploi de mécanismes micro-retard, tirs électroniques ...).

Les tirs sont précédés d'un avertissement sonore.

En plus des dispositions de l'article 22.2 de l'arrêté ministériel, la vitesse particulière des vibrations, générées par les tirs d'abattage, mesurée sur les fondations des habitations avoisinantes, suivant les trois axes et pondérée selon le tableau du même article est limitée à 2 mm/s.

5.6.2. Surveillance des vibrations générées par les tirs de la carrière

Afin de vérifier le respect de la prescription ci-dessus, l'exploitant positionne à demeure un sismographe à proximité de la bascule pour mesurer les vitesses particulières des vibrations générées par tous les tirs.

Un second sismographe mobile, reste opérationnel et disponible. Il permet de surveiller l'impact des tirs pour adapter la technique au gisement et à la position du front à abattre par rapport aux habitations les plus proches.

Le bon fonctionnement de ces appareils est vérifié tous les ans par un organisme apte à le faire. Les résultats de la vérification ou de l'étalonnage sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

5.6.3. Participation à la surveillance des vibrations consécutives aux tirs de mines des trois carriers concernés du massif de La Nerthe

L'exploitant participe au suivi des vibrations ressenties sur la commune de Châteauneuf les Martigues, tel qu'il est organisé par la note n° NDE04-31 du 23 septembre 2004 établie par la DRIRE P.A.CA.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A L'UNITE MOBILE DE FABRICATION D'EXPLOSIFS.

6.1. Généralités

La quantité journalière d'explosifs fabriquée est limitée à 5 tonnes.

L'installation mobile de fabrication concernée est une unité de type « ARESCO », montée sur châssis Renault n° VF6BD02E200001718 immatriculé 9903 XD 13. Ce véhicule possède l'agrément technique édicté par le décret 90-153 modifié du 16 février 1990 (l'arrêté préfectoral du 6 février 2006).

En cas d'immobilisation du véhicule ou de changement du véhicule, une unité de remplacement du même type peut être utilisée sous réserve d'en effectuer la déclaration auprès du Préfet et de l'Inspection des Installations Classées en spécifiant ses caractéristiques et son numéro d'agrément.

6.2. Limite de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter l'UMFE est limitée au périmètre de la carrière GONTERO dans le cadre de son exploitation.

6.3. Conditions de l'autorisation

Les installations et leurs annexes, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant en application de l'article 25 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (déclaration).

6.4. Incidents, accidents

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

6.5. Déchets pyrotechniques

Les éventuels déchets pyrotechniques résultant des opérations de fabrication sont détruits sur place.

6.6. Explosifs fabriqués

Conformément à l'agrément technique donné pour cette unité, les seuls explosifs fabriqués ont fait l'objet d'un agrément ministériel et sont compatibles avec l'agrément technique de l'installation.

6.7. Consignes d'exploitation :

Des consignes précises définissant les différentes zones de sécurité propres à l'UMFE ainsi que les conditions particulières d'intervention des personnels et matériels, sont établies par l'exploitant conformément au dossier de déclaration et aux dispositions du présent arrêté ; elles sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Ces consignes doivent notamment prévoir que :

- L'UMFE ne doit pas progresser en marche arrière en direction du front à abattre, ni évoluer à moins de 5 mètres de tout front ou gradin. La circulation à proximité immédiate des trous chargés, soit sur les lignes, soit entre les lignes de foration, est interdite.
- Le seul personnel admis en zone A, de rayon de 30 mètres à partir de l'UMFE, est celui affecté à la fabrication et à la mise en place des explosifs dans les trous de mine, y compris les éventuelles opérations associées telles que le curage, le pompage de l'eau et le gainage des trous de mine. Son nombre doit être aussi réduit que possible et ne peut excéder cinq.
- L'explosif fabriqué par l'installation mobile est immédiatement utilisé. Son entreposage est formellement interdit.
- En zone B, comprise entre les rayons de 30 mètres et de 80 mètres, outre les personnes autorisées en zone A, sont seules autorisées celles nécessaires aux opérations de chargement et de transport des matériaux extraits, de forage et de préparation d'un autre tir de mine.
- Une signalisation interdisant l'accès en zone A et en zone B aux personnes non autorisées doit être maintenue en place en limite de ces zones pendant toute la période de fabrication de l'explosif.

6.8. Responsabilités :

Le bouterfeu responsable du tir a en charge le respect des conditions d'isolement de l'unité. Toute anomalie d'isolement entraîne l'arrêt immédiat de la fabrication.

6.9. Dispositions constructives :

Le véhicule supportant l'unité de fabrication doit être maintenu conforme aux dispositions du règlement du transport des matières dangereuses par route pour le transport de nitrate en vrac.

Il est muni, en particulier, des équipements ou dispositifs particuliers suivants :

- un gyrophare de couleur orange, visible de l'avant et de l'arrière,
- une coupe-batterie,
- une tresse de mise à la terre lors du chargement du véhicule en nitrate d'ammonium et lors de la fabrication d'explosifs,
- deux extincteurs à poudre,
- des tamis placés sur les dômes de chargement pour éviter l'introduction de corps étrangers au nitrate,
- une protection efficace des tuyauteries de fluide hydraulique vis à vis des projections de pierres éventuelles,
- une signalisation spéciale, analogue à la signalisation des véhicules transportant des matières dangereuses.
-

6.10. Vérifications périodiques de l'aptitude à la circulation :

L'exploitant s'assure du programme et des modalités d'entretien du véhicule, qui au minimum doit être nettoyé à intervalles suffisamment rapprochés pour éviter l'accumulation de graisse sur le châssis.

Les interventions conditionnant la sécurité sont reportées sur le carnet d'entretien propre au véhicule tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Au cours de chaque intervention, les différents organes d'arrêts et les différentes sécurités sont contrôlés.

6.11. Personnels de conduite :

Le ou les conducteurs de l'unité mobile doivent être titulaires d'une autorisation de conduire délivrée par NITROCHIMIE et validée chaque année par l'exploitant. Une formation spécifique, tenant compte des particularités de ce matériel, leur est dispensée. Ces documents sont à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

6.12. Règles de circulation et de stationnement :

L'exploitant définit les règles de circulation applicables à l'unité mobile à l'intérieur de la carrière.

6.13. Personnel de fabrication :

Les opérations de fabrication sont effectuées sous le contrôle du technicien de fabrication de la société NITRO-BICKFORD, désigné, formé à cette activité spécifique et habilité par celle-ci. Les différentes attestations correspondantes sont tenues à disposition de l'Inspection des

Installations Classées, ainsi que celles concernant ses suppléants éventuels.

Les autres personnes affectées à ces opérations doivent être habilitées à l'emploi des explosifs et recevoir une formation adéquate.

6.14. Opération de fabrication :

Les opérations de fabrication sont effectuées conformément à une consigne, qui définit de façon précise les points suivants :

- vérification préliminaire du véhicule de l'unité de fabrication et de ses annexes,
- opérations préalables à la mise en service dont le nettoyage,
- procédure de fabrication de l'explosif et de chargement des trous de mines,
- contrôle des quantités d'explosifs fabriquées,
- contrôle périodique du dosage des produits fabriqués,
- vérifications périodiques de l'homogénéité des mélanges nitrate-fioul,
- mesures à prendre en cas d'avarie ou d'incident en cours de fabrication,
- conduite à tenir en cas d'incendie affectant le véhicule tracteur ou l'atelier mobile,
- procédure d'arrêt et de nettoyage en fin d'utilisation sur le chantier dans le cas général (fabrication de nitrate fioul) et particulier (utilisation d'émulsion composite).

6.15. Vidange – Nettoyage :

Les eaux de lavage du tuyau de chargement doivent être dirigées vers un trou de mine pour être détruites au moment du tir.

6.16. Approvisionnement :

L'approvisionnement de l'UMFE est interdit en chantier ;

6.17. Registre :

Les paramètres de chaque tir (emplacement du tir, plan de tir, nature et quantité d'explosifs consommés, etc...) sont consignés et archivés sur un registre ou un support équivalent. Les incidents liés à la fabrication d'explosif ou survenus à l'occasion d'un tir sont systématiquement notés. Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 7 - PLAN D'OPERATION INTERNE (POI)

L'ensemble des personnes présentes sur le site de la carrière (personnel, sous-traitants, transporteurs fournisseurs, entreprises extérieures, visiteurs...) sont incluses dans le Plan d'Opération Interne de la Raffinerie de Provence. A ce titre l'exploitant transmet toutes les informations nécessaires au Directeur de la Raffinerie de Provence.

L'exploitant met en place les mesures suivantes, qui doivent être formalisées dans un plan global défini en cohérence avec le POI de la Raffinerie de Provence et transmis à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois:

- mise en place d'un système d'enregistrement permettant de savoir à tout moment le nombre de personnes présentes sur le site et leur localisation,
- plan décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas d'accident à la Raffinerie de Provence (moyens d'alertes, points de rassemblement, moyens de protection, lieux de confinement...). Ce plan devra être soumis à l'avis du directeur de la Raffinerie de Provence et toute modification devra être lui être communiquée.
- organisation de rencontres régulières des deux chefs d'établissements ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence,
- organisation d'exercices communs POI.

L'ensemble du personnel de la carrière et des installations connexes sera formé spécifiquement à ces mesures et sur la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident sur les installations de la Raffinerie de Provence. Toute personne intervenant dans la carrière (entreprises extérieures, fournisseurs, transporteurs, visiteurs) sera également informée des consignes à respecter en cas d'incident ou d'accident sur les installations de la Raffinerie de Provence.

ARTICLE 8 - CONTROLES

Les contrôles réalisés à la demande de l'Inspection des Installations Classées, au titre des législations et réglementations applicables à la carrière et au présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant un an, deux ans et cinq ans à la disposition de l'Inspection des Installations Classées qui peut, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

ARTICLE 9 GARANTIES FINANCIERES

9.1. Montant de la garantie financière

Le montant de la garantie financière de la remise en état de la carrière est fixé à : 216 428 € (indice TP01 513.3 de décembre 2004) pour la période s'étendant jusqu'au 12 janvier 2011.

L'actualisation s'effectue suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des Installations Classées.

9.2. Attestation des garanties

Le document prévu par l'article 23.3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, qui atteste la constitution de la garantie financière pour la première période quinquennale à

compter de la date de la déclaration de début d'exploitation prévue au point 3.4 ci-dessus est adressé au Préfet et en copie à la DRIRE en même temps que ladite déclaration.

9.3. Modifications

Toute modification des caractéristiques de la méthode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet. Cette information est accompagnée de la communication des nouveaux éléments de surface et de calcul du montant de la garantie financière, si celle-ci est majorée et de l'attestation d'un établissement financier ou d'une entreprise d'assurance s'engageant à constituer un nouveau montant de garantie financière, dès leur notification par le Préfet.

Toute rupture de l'engagement constituant la garantie financière est immédiatement portée à la connaissance du Préfet. Il en est fait de même en cas de dépôt de bilan et de toutes mesures issues d'une telle situation.